

DE

L'ENSEIGNEMENT MÉDICAL

LETTRE A M. JULES DUVAL

Directeur propriétaire de l'*Économiste français*

A PROPOS DE LA PÉTITION AU SÉNAT

SUR LA LIBERTÉ DE L'ENSEIGNEMENT MÉDICAL

PAR

M. DELASIAUVE

Médecin en chef des aliénées (section des épileptiques et des idiots) à la Salpêtrière, etc.

AUTEUR DES OUVRAGES CI-APRÈS :

De l'organisation médicale en France, sous le triple rapport de la pratique, des établissements de bienfaisance et de l'enseignement. — Paris, Victor Masson, 1858.

Rapport à la Société de médecine de Paris, sur le programme du Congrès médical, 1845.

Du projet de loi sur l'exercice et l'enseignement de la médecine. — Paris, Victor Masson, 1847.

De l'enseignement clinique dans les hôpitaux

(Extrait du *Siècle*, 17 sept., 3 et 7 oct. 1858). — Paris, Victor Masson, 1858.

Lettre sur l'agrégation (*Revue médicale*, juin 1844).

PARIS

VICTOR MASSON ET FILS

PLACE DE L'ÉCOLE DE MÉDECINE, 17

1868



L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

LETTRE A M. JULES DEVA

A PARIS, LE 10 MARS 1871

240 LA FORTUNE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

DE

M. DEVA

Monsieur le Ministre, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint

un exemplaire de l'ouvrage ci-dessus intitulé

L'Enseignement primaire en France, par M. Jules Deva

et de vous prier de vouloir bien en faire part à M. le Ministre

de l'Instruction publique, à Paris, et de lui adresser

un exemplaire de l'ouvrage ci-dessus intitulé L'Enseignement

primaire en France, par M. Jules Deva, et de lui adresser

un exemplaire de l'ouvrage ci-dessus intitulé L'Enseignement



AVANT-PROPOS

L'écrit qu'on va lire, destiné à l'*Économiste français*, et remis le 7 mai, devait être inséré dans son numéro du 19. Jour était assigné pour la correction des épreuves, lorsque, vingt quatre heures auparavant, un mot m'avertit que, faute de place, il ne passerait que dans le numéro suivant. Mon désappointement fut grand ; car, dans ma pensée, les idées que j'émettais étaient certainement de nature à imprimer aux débats du Sénat une tournure très-différente de celle qu'ils ont prise. Je me résignai, néanmoins ; mais, trois jours plus tard, je reçois une nouvelle missive, cette fois de M. Jules Duval lui-même, qui décline son engagement. Quel revirement s'était opéré ? Afin que le lecteur puisse juger de la situation et de la valeur des allégations de l'éminent directeur de l'*Économiste*, je crois devoir publier, à la suite de mon travail, ses deux lettres et ma réponse.

En tous cas, il ne saurait échapper au regret d'avoir, par sa détermination tardive, exposé mes idées à de mauvaises chances. J'aurais hésité, en effet, l'opportunité pe due, à encourir l'onéreuse dépense de la publication à laquelle je me décide, si la question, non moins pressante que jamais, ne s'était compliquée d'un élément inattendu. En proclamant devant le Sénat son intention de donner prochainement satisfaction à l'enseignement médi-

cal libre, M. Duruy a éveillé de vives sollicitudes. Or, sans rien préjuger d'une réforme qui peut être excellente, étant bon de s'y préparer et d'éclairer la voie, j'ai cédé à la double et impérieuse tentation d'exposer à cet égard des vues bien anciennes déjà, et, par une pétition sommaire, d'appeler sur elles les méditations de l'un des premiers corps de l'État.

Quelle suite aura cette démarche? Je l'ignore. J'y ai vu un devoir et l'ai rempli. On ne m'accusera pas du moins d'avoir voulu réveiller des débats irritants. Toutes mes propositions, d'une réalisation facile, vont droit au bien, à la suppression du mal, au rehaussement de la dignité commune, à la conciliation. Chacun y est directement intéressé; et, soit que l'on considère la tâche de l'État, l'intervention des pouvoirs législatifs, les convenances de la Faculté, des élèves, des médecins et de la population, elles offrent un terrain favorable, où, quelque drapeau auquel on appartienne, peuvent honorablement s'entendre et agir toutes les opinions consciencieuses.

DE
L'ENSEIGNEMENT MÉDICAL

LETTRE A M. JULES DUVAL

Paris, 7 mai 1868.

Monsieur et très-honoré rédacteur,

Je ne crains pas qu'on m'objecte cette apostrophe fameuse de la comédie : Vous êtes orfèvre, monsieur Josse ! si je dis que les questions d'organisation médicale méritent de figurer au premier rang parmi les plus importantes de l'économie politique. Au lieu du simple rôle de guérisseur, le médecin devrait être, par l'hygiène et la science pratique de l'homme, le principal moteur du progrès, l'ouvrier infatigable de la civilisation. Ses chefs l'oublient trop, et, dans les autres sphères, on ne paraît pas s'en préoccuper davantage. Au Sénat, au Corps législatif, dans une foule d'administrations, où son auréole resplendirait légitimement, le médecin est un mythe. Les journaux même le relèguent dans les ombres.

M'en voudrez-vous de faire remarquer que son cadre est vide dans l'*Économiste* lui-même, dont la spécialité ne saurait, sans lacune, désertier aucune branche. Je le constate avec regret, à chaque numéro que je lis, et certes, si mes moments n'étaient remplis comme ils le sont, il y a longtemps que j'aurais sollicité de votre bienveillance l'honneur d'ouvrir au moins, dans votre estimable feuille, une carrière, que des plumes plus viriles, sinon plus compétentes, pourraient amplement féconder. Voyez ! le Sénat est saisi d'une pétition qui agite tous les esprits, et l'*Économiste*, qui devrait, à l'égal de son alphabet, connaître le *fond* et le *tréfond* de l'enseignement supérieur, être en mesure de réduire à leurs exactes proportions les prétentions rivales, et pouvoir sûrement tracer le plan à réa-

liser, s'est croisé les bras jusqu'ici, comme s'il s'agissait d'un événement étranger à son ressort.

Vous signaler ce *desideratum*, c'est préluder assurément à une satisfaction prochaine. Seulement, en attendant, je vous saurais infiniment gré de vouloir bien m'autoriser à formuler, en quelques mots, mes impressions sur la valeur et le mode de la contestation pendante.

Le jeu vaut-il la chandelle? En vérité, quiconque réfléchit doit trouver étrange qu'un corps aussi grave que le Sénat, alors que tant d'immenses problèmes s'offrent à ses méditations, se passionne pour de telles vétillies. Que nous importe la thèse archiusée du matérialisme, et l'opinion de quelques professeurs, et la dissertation de l'élève Grenier? Pour terrasser cette hydre microscopique, les foudres de l'Université, de MM. les sénateurs et les cardinaux font l'effet des carreaux de Jupiter s'égarant sur un chétif pigeon. Un rayon de liberté suffirait pour effacer, sans émoi factice, un pauvre lumignon qui ne s'aperçoit que dans des ténèbres épaissies.

Matérialisme! fut-il jamais question plus oiseuse? Cent ans on discuterait, qu'on serait juste aussi avancé au dernier qu'au premier jour. On attribue ce propos à Napoléon: « Un empereur mort ne vaut pas un chien en vie. » Quel bénéfice recueillerait l'humanité d'une telle croyance? Notre opinion sur ce point (on l'avance pour le besoin de la cause) serait indifférente à nos déterminations. Pourquoi alors tant d'éclat? Mais si, ce qui est plus exact, notre conduite reflète notre manière de voir, qui n'entrevoit les fâcheuses suites d'une propension générale à rejeter notre personnalité responsable? Pour nous, dans ce vague, qui confond l'intelligence, le parti le plus sage nous a toujours paru de s'en rapporter aux lumières du sentiment, et de ne pas user, dans une recherche superflue, des forces susceptibles d'un meilleur emploi.

Au surplus, la question est bien autre. Que l'enseignement médical ait avec la Faculté une teinte matérialiste, ou avec le clergé une teinte dévotieuse, que même il soit monopolisé ou libre, ce sont là détails qui, vraiment, jusqu'à un certain point, ne nous toucheraient guère, si d'ailleurs il remplissait son but, s'il tournait à son profit toutes les vocations enseignantes.

Malheureusement, il n'en est point ainsi, et, parmi les compétitions qui surgissent en tumulte, nous ne voyons personne qui songe à cet aspect essentiel. La Faculté, au lieu de s'épanouir, s'immobilise en bloc comme le hérisson, qui redresse ses piquants, pour défendre l'accès de son sanctuaire. Par le scandale qu'ils suscitent, les amis du clergé cherchent à introduire dans la place leurs créatures et leurs idées, ou à élever pouvoir contre pouvoir. Le reste plaide pour des intérêts directs, plus ou moins légitimes, méconnus, en souffrance. Une issue dans l'un des derniers sens amène-

rait un déplacement. Fructueux pour les promoteurs, exhausserait-il le niveau des études? Aurait-on des élèves plus ardents, plus assidus, mieux pourvus de moyens d'instruction, plus moraux, moins à charge à leurs familles? En une certaine mesure, peut-être. Mais, à supposer cet effet de la concurrence, il est douteux qu'on avançât sensiblement vers l'idéal. Car la critique est plus aisée que la reconstruction, et, de part et d'autre, on ne paraît avoir qu'une très-vague perception d'un programme rationnel et des conditions requises pour sa complète réalisation.

Là cependant, très-honoré rédacteur, devrait se concentrer toute l'attention. Est-ce œuvre inaccessible? Dès longtemps, nous le croyons du moins, elle n'est plus à créer, mais à vérifier, à accepter avec les modifications dont une sérieuse controverse pourrait démontrer l'opportunité. S'il est un fait avéré, c'est que, malgré la splendeur de l'École, le talent éminent des professeurs et les ressources des hôpitaux, notre enseignement médical n'est constitué qu'en apparence. La Faculté n'a qu'une médiocre influence sur la répartition du savoir scolaire. C'est en dehors d'elle, dans le travail isolé, que se forment, à travers les obstacles, les élèves studieux. Les autres, livrés à eux-mêmes, sans boussole, sans guides, ou parviennent lentement à acquérir les connaissances indispensables pour subir des examens très-insuffisants, ou, soit dissipation, apathie, incohérence, vont grossir le contingent de ces FRUITS SECS de quinze à vingt années, dont le nombre, de l'aveu de M. Duruy, à moi parlant, et en vertu d'une statistique dressée par ses ordres, ne s'élève pas à moins de NEUF CENTS (1).

Deux causes assez récentes ont contribué à donner à ce scandale des proportions effrayantes. L'histologie, la physiologie ont imposé, aux dépens des faits pratiques, des exigences qui troublent et rebutent d'autant plus les imaginations qu'elles n'offrent que des énigmes indéchiffrables dans des livres qu'on se tue à débrouiller et dans des cours oraux qu'on ne suit guère. Un inconvénient plus grave résulte du mode des examens. Auparavant, ils étaient échelonnés, au nombre de cinq, dans le cours de l'écolat, et couronnés par la thèse, après la seizième inscription. Chaque épreuve passée était une étape de moins, qui encourageait à franchir la suivante. Depuis une vingtaine d'années, on a imaginé des examens provisoires, dits de bout-d'année, et reporté au delà de la seizième inscription les examens définitifs et la thèse. On espérait que, se tenant en haleine sur toutes les matières, les aspirants seraient en mesure d'arriver au doctorat sans inter-

(1) Devant le Sénat, inconcevable confidence, M. le Ministre a répété le fait, en portant le chiffre à 1100, et personne ne s'est levé pour objecter à Son Excellence les paroles de Dieu à Cain : « Faculté, que fais-tu de tes enfants? »

ruption. Illusion vaine ! Dans la majeure partie des cas, la dernière inscription n'est prise qu'à la fin de la cinquième année. Pensant n'avoir plus à faire que d'insignifiants efforts, on a étudié vaguement et, lorsque après un long laps, il s'agit de comparaître de nouveau devant ses juges, on s'étonne et des notions oubliées, et de l'horizon non parcouru. Le courage alors n'est pas toujours au niveau des difficultés et de l'épouvante. Quelquefois même, on est lancé dans des ornières qu'il en coûte de désertier. En sorte que le port, auquel on croyait toucher, recule indéfiniment. C'est ainsi que maintenant, et sans que l'aptitude pratique soit augmentée, la moyenne des réceptions, qui s'effectuait entre quatre à six ans, oscille entre huit à dix, et que beaucoup de jeunes gens, devenus incapables de secouer leur torpeur, abandonnent la carrière.

Ces causes, du reste, ne sont que des éléments ajoutés. Le mal a une date antérieure. En 1843, dans un livre intitulé : « De l'organisation médicale en France, sous le triple rapport de l'exercice, de l'enseignement et de l'assistance », nous en avons indiqué l'origine, les conséquences et le remède. Nous avons renouvelé ce thème en maintes occasions, notamment dans un rapport au Congrès médical de 1845, fait au nom de la Société de médecine de Paris ; dans une brochure de 100 pages à propos du projet de loi sur l'enseignement et l'exercice de la médecine, présenté aux chambres par M. de Salvandy, en 1847, et dans une série d'articles du *Siècle* (1858) ayant trait à l'enseignement clinique dans les hôpitaux.

Les meilleures intentions ne sont pas toujours un bouclier suffisant. Trop radicales pour l'époque, nos vues, qui pâlieraient devant les propositions nouvelles, nous valurent une hostilité officielle, non-absolument éteinte. Elles n'avaient pourtant rien que de simple, de favorable et principalement d'applicable. Sans orgueil même, nous nous sentons assez autorisé par notre conviction pour déclarer qu'ayant lu beaucoup d'écrits ultérieurs, en particulier ceux dont on s'est à juste titre tant occupé, de MM. Jaccoud, Léon Lefort et Lorain, nous sommes loin d'avoir été distancé. Cela se conçoit : nos savants confrères ont spécialement cherché leurs solutions dans des études comparatives, tandis qu'embrassant la question sous tous ses aspects, aussi bien social que scientifique et professionnel, nous avons, sans omission importante, établi les bases d'un système complet de perfectionnements, réalisables dès à présent, et éventuellement admissibles pour l'avenir.

Surtout un immense avantage de ce plan est, en ce qui concerne l'enseignement, qu'il améliore d'une manière absolue, de servir les intérêts de tous, même de ceux dont les aveugles préventions lui font obstacle. Car il se concilie parfaitement avec l'organisation actuelle. On demande la liberté ; elle ne nous effraye pas ; mais nous la rendons superflue, et c'est beaucoup

pour le pouvoir, hésitant naturellement devant l'inconnu, de n'avoir point à batailler avec des positions acquises.

Nous l'avons répété à M. Duruy comme nous le dîmes à M. de Salvandy autrefois : s'il est bon d'entendre des conseillers éminents, et d'emprunter des indications aux institutions des peuples, il y a un procédé préférable et plus sûr, c'est de descendre soi-même à la nature des choses et de se former un critérium réfléchi, pour apprécier exactement les besoins, les moyens, les opinions. Où tend l'étudiant en médecine ? Comment lui communiquer au plus haut degré, aux moindres frais, dans le plus court délai possible, les qualités indispensables ?

Problème bien posé est aux trois quarts résolu. Pour peu qu'on se place sérieusement en face des propositions précédentes, on verra se dessiner spontanément, dans toutes ses lignes, l'horizon à parcourir.

Joindre le savoir à l'expérience, telle est, sans contredit, la condition désirable pour le médecin. Pour cela, il lui faut, ce semble, vivre au milieu des malades, à toute heure du jour et la nuit être à leur chevet, suivre les symptômes et les péripéties de leur affection, les opérations des remèdes, en dresser des observations, écouter la parole du maître, être interrogé par lui, l'assister dans sa tâche, participer activement aux autopsies, aux analyses chimiques, aux investigations microscopiques, aux essais thérapeutiques ; s'initier dans l'officine aux préparations de la pharmacie, etc., etc.

La médecine s'appuie sur les sciences accessoires. Dans les exercices que nous venons d'énoncer, une large part est déjà faite à quelques-unes d'entre elles, non les moins importantes : anatomie, physiologie, hygiène, histologie, matière médicale, etc. Mais cela ne dispense pas, à leur égard, d'une étude directe. L'application des sens et de l'intelligence étant le seul moyen de la féconder, c'est sur les sujets dans l'amphithéâtre ; avec les appareils, instruments, microscopes, substances, dans les salles respectives, que, soutenues par le concert de tous dans le maniement, les leçons peuvent être profitables.

Évolue-t-on de la sorte ? Maîtres et élèves, identifiés les uns aux autres, se connaissant, se comprenant, s'encourageant, sont-ils, sans désenchanter une minute, acharnés dans une collaboration active ? Que de ce tableau hélas ! la réalité diffère ! Qui s'inquiète des élèves ? Chacun de nous est rivé à une fonction dans la vie. Eux, sous le couvert du libéralisme, ont l'étonnant privilège d'un *ad libitum* absolu, pouvant, si cela leur plaît, rester au lit tout le jour, délaissé les cours, n'entrer jamais à l'hôpital, s'amuser à gogo, ruiner en même temps leur santé et leur famille. La Faculté compte une vingtaine de professeurs, hommes du plus haut mérite, et que, pour notre part, nous aimons profondément. Se partageant les semestres d'hiver et d'été, ils font, deux ou trois fois la semaine, des leçons orales d'une

heure. Sur environ quinze cents élèves, les plus éloquents en réunissent à peine deux à trois cents. Ceux-ci ont-ils compris ? Ruminent-ils, après coup, le sujet traité ? Comment le saurait-on, puisque âme qui vive ne leur adresse une parole, un blâme, une exhortation ?

Les professeurs ont, il est vrai, des auxiliaires dans les agrégés. Mais, à part quelques-uns faisant des leçons sur le même modèle, les autres se bornent à des suppléances ou au passage des examens. Quant aux cliniques, au nombre de six, à l'Hôtel-Dieu, à la Charité, à la Pitié, la communion en est également absente, et elles sont loin de suffire, ne se répartissant entre elles pas plus que le sixième des élèves. La portion favorisée est la phalange d'élite des 140 internes attachés aux hôpitaux et dont l'aptitude se fortifie dans le champ propice ouvert à leur ardeur, bien qu'il y ait des réserves à faire. Sous eux, faute d'initiative et de direction, occupés à la chirurgie ministrante et à la tenue des cahiers, les 300 à 350 externes n'utilisent que dans une mesure fort restreinte les avantages de leur séjour.

Certes, dans ce fonctionnement à l'aventure, il est impossible d'apercevoir les caractères d'un solide enseignement. On se montre sévère dans les examens ; mais ces épreuves, fugitives, accidentelles, ne donnent qu'une moyenne de force, et ne sauraient tenir lieu d'une vérification constante et universelle. Des spécialités importantes n'y sont que très-imparfaitement représentées. Depuis vingt-cinq ans et plus, mes collègues et moi, à la Salpêtrière, à Bicêtre, nous dirigeons des services renfermant par milliers des types variés de névroses, qui abondent dans la clientèle. Cinq cents étudiants devraient, chaque année, les observer sous nos yeux. Hormis notre interne et notre externe, nous n'en instruisons pas un seul. La curiosité même ne les attire pas. En plus, notre action est paralysée : car, pour suivre avec fruit toutes les médications, régler tous les exercices, recueillir, classer, utiliser toutes les notes, ce n'est pas un ni deux, mais vingt élèves qui nous seraient nécessaires. Saint-Louis, pour les maladies cutanées, d'autres hôpitaux, pour des affections spécifiques ou spéciales, éprouvent de semblables besoins. Concevrait-on, par exemple, que plus de la moitié peut-être des jeunes docteurs aborde la pratique sans avoir fait un accouchement ? Quelques-uns même n'ont jamais opéré une saignée.

Les plaies sont donc immenses. On commence à le pressentir. Sont-elles irrémédiables ? Une clause législative, le ferme vouloir d'un ministre convaincu : le succès est là tout entier. Notre intention n'est point de reproduire ici les développements où nous sommes entré dans nos écrits. Pour que notre système de réforme s'impose à l'intelligence, il nous suffira de brièvement commenter les deux formules suivantes : 1° organisation de l'enseignement clinique dans les hôpitaux ; 2° formation d'un corps de maîtres répétiteurs composé des agrégés en exercice et de professeurs-

adjoints en nombre suffisant, chargés de diriger les élèves dans leurs études théoriques et accessoires, de s'assurer de leurs progrès, de veiller à leur assiduité.

Énoncer des propositions aussi simples, n'est-ce pas les avoir justifiées ? Parlez au premier père de famille, et sa surprise sera grande s'il apprend que les choses ne sont pas ainsi établies. Ce serait, néanmoins, une rénovation complète, la discipline substituée à un désastreux abandon. Dans les hôpitaux, le rouage est tout préparé. Arrivés par une série de concours, les 120 chefs attachés aux services unissent aux connaissances pratiques le talent de parole. Sous ces maîtres, dont le zèle décuplerait *ipso facto*, distribués par vingtaines, 1500 élèves, pendant trois heures, le matin, recevraient la plus large instruction clinique. Les plus avancés, servant de moniteurs aux plus jeunes, en même temps qu'ils se fortifieraient par l'habitude d'une démonstration réitérée, les initieraient à l'observation, à la dissection, à tous les devoirs médicaux. Que ne pourraient tenter les professeurs avec de tels auxiliaires ? Un carré de plantes botaniques, le pharmacien en chef faisant lui-même des cours, les livres et instruments nécessaires dans chaque division ajouteraient le complément à tant d'avantages.

Aisément le labeur, qui agrandit la sphère de nos facultés, devient un besoin, une passion. De l'hôpital on serait entraîné aux cours et conférences théoriques et accessoires. Admettez qu'une soixantaine de répétiteurs soient chargés chacun, suivant les matières, de seconder le progrès d'une trentaine d'étudiants, les connaissant intimement, aucun ne pourrait leur échapper. Ils sauraient comment ils travaillent et occupent leurs instants ; ils leur donneraient des encouragements individuels, les contraindraient à se manifester en public, oralement et *manu*, et les disposeraient à se prêter fraternellement un mutuel appui. Par cette activité incessante, généralisée à tous les points, fructifiant par un professorat graduel, et qu'on pourrait entretenir par des prix, l'aptitude de tous sans exception deviendrait telle et si certaine que les examens, en supposant leur maintien, se réduiraient à ce qu'ils devraient être, à une démonstration purement cérémonieuse.

Il serait superflu d'insister sur une combinaison dont l'esprit étend indéfiniment les conséquences. La science médicale est vaste ; l'art présente des difficultés. Mais celles-ci sont vaincues par l'exercice, l'autre exige moins une sagacité exceptionnelle qu'une application soutenue. Ce qui importe dès lors n'est pas tant l'éminence des maîtres que leur multiplicité, qui, du reste, loin de préjudicier à la première, lui assure de nouvelles garanties. Or, ce n'est pas à Paris, où la capacité réclame des issues, que l'on serait embarrassé pour recruter ce personnel.

A part quelques écrivains qui les saluèrent timidement, la presse médicale fit à nos vœux un accueil équivoque ; on sourit à l'utopie ou l'on garda

le silence. Pourtant, si l'on prend la peine de réfléchir, on ne saurait méconnaître que leur adoption amènerait dans notre enseignement de la médecine une entière métamorphose, et que ce changement pourrait magiquement s'effectuer comme par un coup de baguette. L'installation exigerait peu de délais; insignifiants seraient les sacrifices; et qui, légitimement, aurait à se plaindre? Non le public, assurément, qui bénéficierait du surcroît de valeur des médecins. Pas davantage les pères et mères de famille qui, en présence d'études interminables et de dépenses obéantes, regrettent souvent le choix imprudent de la carrière où ils ont engagé leurs enfants. Les élèves dont, à tort, on fait sonner l'indépendance, comme si l'assujettissement au devoir était de nature à la compromettre, souffrent plus qu'on ne croit de l'isolement où on les laisse, et ils apprécieraient certainement les précieuses facilités qui leur seraient offertes. Déjà si enviées aujourd'hui, les fonctions de médecin des hôpitaux seraient agrandies encore en utilité, en influence, en relief. Par une étude plus approfondie des symptômes morbides et une attention plus vigilante donnée au traitement, leurs malades verraient, à leur tour, s'accroître, avec leur bien-être, les chances de leur guérison.

Vers la Faculté, où gît l'obstacle, la perspective n'est pas moins saisissante. Incolore, presque parasitaire, l'agrégation aurait un rôle digne du talent de ses membres et conforme au but de l'institution. Autour d'elle végètent quelques professeurs libres, auxquels on dispute ignominieusement les moyens d'instruire. Attirés, multipliés, choyés, rémunérés, honorés, on en ferait, en les rattachant à l'École, l'instrument le plus puissant de l'enseignement médical. Nous oserons le dire sans scrupule (car ainsi est faite la nature humaine que trop souvent, à notre insu, la fausse dignité se substitue à la dignité vraie) : ce qui fait échec à la réforme importante que nous signalons, ce n'est point, tant s'en faut, son impraticabilité, mais uniquement l'invincible répugnance des professeurs. Plus la position a été ambitionnée, plus, une fois dans le sanctuaire, ils s'en montrent jaloux. De ce sommet, qui donne le vertige, l'illusion les gagne. Ils ne sont plus les serviteurs de la Faculté, elle s'incarne en eux, et ils confondent si bien son existence avec la leur qu'ils croiraient déroger, s'ils laissaient approcher de leurs abords quelques reflets pouvant se dessiner à côté de leur auréole. Ce sentiment a quelque chose de si impérieux que l'on ne saurait l'imputer à crime à ceux qu'il séduit. Il n'en est pas moins illégitime, désastreux, répressible, et il ne saurait être interdit aux penseurs dont le jugement n'est point offusqué par de semblables préoccupations, d'envisager l'état des choses sous ses véritables aspects.

Création nationale, la Faculté est supérieure aux chefs qu'elle emploie. Elle a ses intérêts distincts, qui sont ceux de l'enseignement; un devoir

essentiel, celui de l'organiser pour le plus grand profit des élèves, de la science et de la société tout entière. Il appartient aux pouvoirs compétents de se placer, dans leurs projets de réforme, au point de vue de cette distinction. Le malheur, jusqu'ici, est que, lorsqu'il s'est agi d'une modification, séduits par l'éclat du mérite, ils n'ont entendu que la cloche des professeurs, sans considérer qu'on peut faire un cours avec éloquence et avoir de très-fausse*s* idées sur la meilleure réglementation des études. Certes, il serait injuste de dédaigner les avis de maîtres distingués et honorables. Mais, ce qui est à souhaiter, c'est que, comme par le passé, leur voix n'ait plus, dans les sphères officielles, une autorité infaillible, une exclusive prépondérance.

En cas d'antagonisme entre les intérêts des professeurs et ceux de la Faculté, on comprend, en effet, de quel côté devrait pencher la balance. L'échec des premiers, en émoussant leurs velléités égoïstes, les élèverait d'ailleurs, loin de les avilir.

Au demeurant, cette rivalité est plus dans des errements routiniers qu'au fond des choses. Quand une institution grandit, il est impossible que son lustre ne rejaillisse pas sur ceux qui la dirigent. Selon nous, les représentants de la Faculté auraient cent raisons de présenter un front serein à l'inconnu dont ils s'effraient. Le talent, le zèle, ne les sauvent ni de l'indifférence, ni des humiliations, ni des attaques. De quel autre prestige ne seraient-ils pas environnés, si, au pavois d'un monument élargi dans sa base, étendant leurs bras dans les hôpitaux et parmi les rangs les plus distingués des médecins de la ville, ils imprimaient un branle vigoureux à l'éducation, reliaient officiers et soldats en un faisceau sympathique, et se sentaient, fiers des disciples formés par leurs soins, avoir mérité la reconnaissance des populations? Les plus exquis*es* jouissances viennent surtout de la beauté morale.

Voilà, très-honoré rédacteur, le but où l'on devrait tendre, et qui, si je ne m'abuse, relègue à une incommensurable distance la question du matérialisme, celle même de l'enseignement libre. C'est pour essayer de le mettre en évidence que, à diverses reprises, mais sans fruit, hélas! j'ai fait trêve à mes études scientifiques. Si un heureux souffle y poussait enfin nos législateurs, les grelots qui s'agitent rentreraient vite au repos. A vrai dire, le cœur se serre, quand on l'a compris, toutes les fois qu'on voit dériver en des directions équivoques des ressources dont une minime partie suffirait pour l'atteindre. L'heure cependant est propice; et je croirais au triomphe cette fois, si, par ces lignes, j'avais pu rallier à une cause sacrée des défenseurs convaincus, et, en particulier, l'énergique et savant directeur de l'*Économiste français*.

Agréé*x*, etc.

DELASIAUVE.

LETTRES DE M. JULES DUVAL.

Paris, 16 mai 1868.

Monsieur le docteur,

M. Jules Duval me charge de vous écrire qu'il n'a pu, faute de place dans son journal, donner votre article à composer pour le prochain numéro de lundi; il compte le faire passer dans le numéro suivant. Je vous prie de ne pas vous déranger lundi pour corriger vos épreuves.

Agréez, monsieur le docteur, mes salutations distinguées,

ED. MATHON.

Paris, 19 mai 1868.

Monsieur et honoré docteur,

Je viens de lire votre grand article sur la réorganisation médicale, et j'ai le regret d'avoir à vous le renvoyer. Non qu'il ne soit digne de votre savoir et de votre expérience; non qu'il manque d'à-propos et d'intérêt; mais parce qu'il ne rentre que trop indirectement dans le cadre de l'*Économiste français*. — Assurément, l'économie sociale touche à tout, et, si j'avais une grosse revue ou un journal quotidien, probablement j'y introduirais votre travail. Mais réduit à une périodicité de quinzaine et à une feuille double, je suis obligé de me restreindre à ce qui entre le plus directement dans le cercle économique; et, franchement, l'organisation de l'enseignement médical n'est pas précisément ce que nos lecteurs s'attendent à y trouver.

Le débat qui commence ce jourd'hui au Sénat, sur la liberté de l'enseignement, ne passera pas inaperçu des rédacteurs de l'*Économiste*; mais ils devront se borner à quelques généralités, laissant aux recueils spéciaux de chaque science le privilège des détails.

Agréez, monsieur et honoré docteur, avec mes regrets, l'expression de mes sentiments de haute estime et considération,

JULES DUVAL.

RÉPONSE DE M. DELASIAUVE.

Paris, 22 mai 1868.

Très-honoré rédacteur,

Votre refus d'insérer mon article m'attriste plus qu'il ne m'étonne. Je pressentais ce résultat. Chacun a son idéal; vous avez le vôtre, et l'*Économiste*, dont je lis les travaux avec tout le soin que méritent l'intérêt des questions et le talent avec lequel elles sont traitées, m'a suffisamment édifié sur le cercle dans lequel il se meut. J'apprécie toutefois vos raisons sans les approuver. Le début même de l'écrit qui n'a pas trouvé grâce devant vous, vous instruisait de mon sentiment à cet égard, puisque, m'adressant à un homme distingué au-dessus de toute prévention, je ne craignais pas, contrairement à l'axiome « la louange chatouille et gagne les esprits », de m'aliéner votre bon vouloir, en vous signalant une lacune, grave à mon avis, dans votre recueil, si important d'ailleurs.

Mon but n'a point été atteint. A votre tour, vous ne m'avez pas convaincu; et j'avoue que, si j'avais l'honneur et le pouvoir de diriger l'*Économiste*, j'apporterais dans sa rédaction de sérieuses modifications. Certaines parties, ou je me trompe, y prennent des proportions excessives, au préjudice d'une foule de sujets, qu'une sévère analyse critique mettrait utilement en relief.

Quelques feuillets vous paraissent un grand article. Ne les avez-vous pas vus au

microscope? La condensation forcée des arguments m'a conduit à un laconisme qui nuit souvent à l'élégance de la forme. Être complet en peu de lignes, c'est à quoi, le voulant, presque par un tour de force, je crois avoir réussi. Vous, dont le style est si précis et si châtié, savez combien il est plus aisé d'être long que bref. Malgré l'exiguïté de votre cadre, la dimension de mon article n'eût point été un obstacle. Votre dernier numéro en contient de plus étendus. Sont-ils mieux appropriés? Vous l'imaginez, c'est en quoi nous différons. Le débat engagé au Sénat dépasse la sphère des feuilles médicales, auxquelles, comme déjà à propos de Gheel, vous me renvoyez. Eussent-elles leurs coudées franches, fussent-elles moins emmaillottées, leur compétence n'empêcherait pas la vôtre. Moralement, vous n'avez pas le choix arbitraire de vos matières, négligeant tels points à vous peu connus, pour ceux qui vous sont familiers. Que M. Jules Duval, personnellement, s'abstienne, on le conçoit : nul n'a l'omniscience. Mais l'*Économiste*, dont le titre recèle virtuellement des obligations, là où sa rédaction chancelle, loin de repousser une assistance dévouée arrivant du dehors, devrait, avec empressement et reconnaissance, accueillir ceux qui lui viennent à la rescousse. A moins que mes idées vous aient paru inacceptables, et que (votre sincérité assurément repousse une telle interprétation) l'éloge que vous en faites, comme valeur et comme opportunité, ne soit un biais honnête, je reste persuadé que votre détermination, vis-à-vis d'elles, est le résultat d'une funeste inconscience.

FUNESE, très-honoré rédacteur, n'est pas trop fort. Certaines solutions sont radicales pour l'avenir de l'humanité. Maintes fois j'ai démontré que la question de l'organisation de la médecine est du nombre, avec celles de l'éducation, de la mutualité et de l'assistance, voire des aliénés. De ce progrès, immédiatement fécond, sortiraient tous les autres. Plus que notre corporation, la société, en effet, est intéressée à un bon enseignement médical. Mais qui la représente? La Faculté? Elle a sa routine et ses passions. Les médecins? Ils songent à leur clientèle. Les professeurs libres? Leur objectif, c'est l'entrave qui leur nuit. Le clergé? On sait le mobile qui le pousse. L'administration? Elle a ses conseillers, pour qui tout est parfait dans ce type des mondes, ses bureaux, qui barrent le passage aux pensées généreuses, quand ils n'en persécutent pas les auteurs.

Rares, très-honoré rédacteur, sont les désintéressés qui, s'affranchissant des liens d'une étroite personnalité, osent envisager la perspective sociale, et chercher, dans la réalisation du bien, à équilibrer tous les intérêts. Ce beau rôle, oh! que je voudrais le voir prendre par la presse politique et surtout économique! Il y a plus de vingt-cinq ans que je l'ai signalé au gouvernement d'alors, à celui d'aujourd'hui, à nos journaux médicaux, à nos grandes feuilles, trop affolées de polémiques personnelles et de théories nébuleuses. Peine perdue! Du moins, ce n'est pas vous, très-honoré rédacteur, qui m'en mésestimez, quand, avec un talent hors ligne, des affinités nombreuses, une grande autorité personnelle et une santé robuste, qui m'est déniée depuis vingt-six ans, vous vous avouez découragé et presque vaincu dans la lutte.

Cet isolement dont vous vous plaignez, ce manque d'appui, après sept années d'énergiques efforts, dans des conditions privilégiées, ne tiendraient-ils pas à ce que, précisément, vous sacrifiez le principal à l'accessoire, ou mieux l'ENGENDRANT à l'ENGENDRABLE? Je le présumerais. Point de vente sans acheteurs; on n'est lu, que par des gens sachant lire. Là, peut-être, est le secret de cet étrange scrupule sur l'IMPRESSION D'ÉTONNEMENT crûe à vos abonnés par l'insertion d'un travail si insolite dans vos colonnes. La réalité est aux antipodes. Incertains dans le dédale des sociétés coopératives, vos lecteurs les plus sympathiques auraient dit, sans aucun doute : voilà au moins quelque chose de net, de substantiel, de bienfaisant, d'incontestable, de pratique. A part soi, qui n'a point sur ce globe un être dont la santé lui soit chère? Si j'en juge par les émotions que suscite encore chez moi, après trente-huit ans d'exercice, le sort de mes malades, je ne puis croire que vos lecteurs fussent demeurés insensibles au tableau des conséquences dues à l'infirmité de notre

enseignement médical. Puis, tout en épiant le goût de son public, un écrivain pénétré sait, au besoin, l'entraîner, sans le suivre à la remorque. Sa tiédeur est naturelle; séduit d'abord par le terme, il est déçu en le voyant s'éloigner plus il s'avance. Commencer par le commencement, non par la fin : telle est la logique.

Mon amertume est grande, je vous le confesse; non pour moi, certes : vous m'exhausseriez, en me laissant croire qu'en ma tête seule, s'est réfugié le vrai sens des réformes. Ce qui m'accable, c'est que des hommes de votre trempe s'aveuglent si profondément sur l'essentiel problème qu'ils craindraient de commettre un sacrilège, en lui accordant un petit coin dans les feuilles qu'ils dirigent. La perle est à leurs pieds; ils la cherchent aux cieux. Ah ! très-honoré rédacteur, si quelque chose pouvait, à juste titre, provoquer notre répugnance, à vous et à moi, qui nous épuisons en veilles et en sacrifices, et que le besoin presserait d'opposer un faisceau aux résistances, ce serait de supputer tant de pages noircies, tant de sommes dépensées pour enregistrer les incroyables paroles qui se débitent partout dans ces jours de folle effervescence. Ça et là palpitent des cœurs dévoués. C'est un crime, à qui le peut, de ne pas favoriser leur rapprochement.

Le médecin, c'est la civilisation, c'est l'hygiène. Madame Meunier lui dédie un livre analysé par l'*Économiste*. De pareils ouvrages pullulent dans les bibliothèques, sur les rayons des librairies. Avant tout, créez le vrai médecin, si vous tenez qu'il propage. Quel il peut être, une lettre du docteur Rambaud, dans le numéro ci-joint du *Mouvement médical*, vous l'indiquera. Dans mon pays, de deux praticiens, le dernier, mort il y a dix-huit mois, n'a pas été remplacé. Désarroi affreux ! Cette pénurie n'est pas un fait isolé. Je vous en ai énoncé la cause; elle n'a point frappé vos regards. Que dis-je ? La question des aliénés est toujours instante et, après un beau livre qui appelle la discussion, on dirait que, vous reposant, vous ayez acquis le droit de dire : Allez; *exegi monumentum*.

Non, très-honoré rédacteur, titre oblige. L'apôtre de Gheel ne saurait, reniant sa foi, désertier l'œuvre commencée. Il lui incombe de soulever, de soutenir à outrance la controverse jusqu'à ce que, pour lui, pour tous, la clarté soit pleine et entière. Point de transaction là-dessus. Ce serait trahir la faiblesse d'une conviction si énergiquement formulée, démentir une attitude si chevaleresquement prise ! Dussiez-vous déroger, l'immensité du prix serait votre excuse. La mienne, pour la hardiesse des énonciations qui précèdent, est dans ma persuasion intime que le salut des peuples tient à un fil, qui se trouve, à leur insu, dans les mains de nos coryphées politiques. Monomanie, dira-t-on peut-être, soit : elle est chez moi invétérée, incurable. Et si, en opposition à mon plus vif désir, je n'ai pas réussi à vous la faire partager, elle me permet de compter au moins sur votre indulgence.

Dans cet espoir, je vous prie, très-honoré rédacteur, d'agréer quand même, avec mes regrets, l'expression de mes sympathies pour vos belles facultés, de mes vœux pour l'affermissement définitif de l'*Économiste français*.

DELASIAUYE.